

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 17 mai 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNDICAT MIXTE DES PAYS DE LA RANCE ET DE LA BAIE**

Espace Beauregard  
La Génetais  
22100 Taden

Références : UD/2024-290  
Code AIOT : 0005515512

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DES PAYS DE LA RANCE ET DE LA BAIE implanté La Boudeville rue des belettes 35400 Saint-Malo. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au déclenchement du portique de détection de radioactivité, le 09/04/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNDICAT MIXTE DES PAYS DE LA RANCE ET DE LA BAIE
- La Boudeville rue des belettes 35400 Saint-Malo
- Code AIOT : 0005515512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Unité de valorisation des ordures ménagères par compostage

## Contexte de l'inspection : Incident

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incident	Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien qu'il ait tardé à prévenir l'inspection des installations classées et l'autorité de sûreté nationale suite au déclenchement du portique de détection de radioactivité, l'exploitant a engagé une démarche logique et adaptée à la situation.

L'exploitant est conscient de la nécessité d'affiner la procédure en cas de déclenchement de ce portique ; en particulier en mettant à jour les coordonnées des interlocuteurs dont celles de l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 2.51
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant est tenu à déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées"</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées (IIC) le jeudi 18/04/2024 alors que le déclenchement initial du portique de radioactivité datait du mardi 09/04/2023.  Suite à ce déclenchement, il s'avère que l'exploitant a réalisé de multiples passages du compacteur au niveau du portique tel que le prévoit la procédure soit : <ul style="list-style-type: none"><li>- J0 + 2h;</li><li>- J+1, soit le 10/04;</li><li>- J+2, soit le 11/04.</li></ul> Lors du 5 <sup>ème</sup> passage, soit le vendredi 12/04, le portique n'a rien détecté. Le processus industriel prévoyant une massification des ordures ménagères, soit le remplissage d'une semi-remorque, avant incinération au centre de Taden (22), les déchets ont intégré la semi-remorque. Cette dernière n'a été complétée que le 17/04. Lors de son passage en sortie, le portique s'est de nouveau déclenché. L'exploitant a alors alerté le SDIS 35. Il a attendu le lendemain, soit le jeudi 18/04, pour informer l'inspection des installations classées.  Afin d'estimer les risques encourus, l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) a sollicité l'exploitant tant en ce qui concerne les résultats d'analyse que des moyens mis en œuvre sur site. L'exploitant a fourni l'ensemble des éléments de manière très réactive à l'ASN et à l'IIC.  Les déchets ayant fait déclencher le portique sont actuellement stockés au fond d'un silo, à une vingtaine de mètres de tout passage. L'accès à ce silo est interdit au moyen d'une rubalise rouge légendée "zone d'exclusion".  En prévenant l'inspection des installations classées au bout de 9 jours, l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'article 2.51 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/5/2010 qui prévoient une information dans les meilleurs délais.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le déclenchement d'un portique de radioactivité constitue un incident.

Il doit donc être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais tel que le prévoit l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/05/2010.

**> Il est demandé à l'exploitant de revoir l'organisation mise en place pour garantir cette information en cas d'incident ou d'accident.**

En raison des risques inhérents à la radioactivité, les délais sus-mentionnés relèvent des 24 à 36 heures.

**> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'améliorer la procédure existante interne intitulés "MODE OPÉRAIRE - DÉCLENCHEMENT DU PORTIQUE - DÉTECTION DE RADIOACTIVITÉ" en corrigeant les quelques fautes, voire les éventuels manques (il existe un §2.8 a) mais pas de b)) mais aussi en indiquant la date de rédaction, la rédactrice ou le rédacteur et la valideuse ou le valideur. il pourrait être intéressant de compiler la prise de connaissance de ce document, en en précisant la date, par chacun des agents.**

L'exploitant pourra s'inspirer de la circulaire du 30/07/2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois